

LÉGISLATIVES 6<sup>e</sup> circonscription

# On ne sait plus où donner de la voix...

Pas moins de onze candidats se présentent au suffrage des électeurs dans la 6<sup>e</sup> circonscription, où tout l'éventail des petites formations politiques est quasiment représenté en plus des candidats des grands partis institutionnels qui se disputent le siège.

De l'extrême gauche à l'extrême droite, en plus des formations se disant ni de droite ni de gauche voire de l'extrême centre, les électeurs de la 6<sup>e</sup> ne peuvent pas se plaindre de ne pas avoir le choix. Au premier tour ils pourront voter pour une trotskiste Nathalie Mulot (Lutte Ouvrière),

un alternatif, Abdel Majid Boucenna (Les Alternatifs), un communiste, Hubert Strauel (Front de Gauche/PCF), une socialiste (Malika Schmidlin Ben'M'Barrek), un centriste, Régis Baschung (Modem), un waechtérien, Laurent Boitelle (Mouvement Écologiste Indépendant), le député sortant de la droite classique, Francis Hill-

meyer (Nouveau Centre, investi par l'UMP), un adepte de Cheminade, Cyprien Godinot (Solidarité & Progrès), la Front National, Martine Binder, et une royaliste, Sandrine Pico (Alliance Royale). Rappelons qu'aux législatives de 2007, dans une circonscription qui a été depuis redécoupée avec ajout du canton de

Sierentz, Francis Hillmeyer l'avait emporté au premier tour avec 50,36 % des voix devant le socialiste Antoine Homé (23,04 %) qui se présente cette fois dans la 4<sup>e</sup> circonscription.

**Des formations éparpillées entre 0,05 % des voix et 2,15 %**

En 2012 comme en 2007, pour

être au second tour, il faudra d'abord qu'aucun candidat n'obtienne la majorité absolue au premier, et ensuite atteigne 12,5 % des inscrits. Pas sûr que l'émission des candidatures, qui témoigne de la multiplicité des idées politiques, n'entraîne un émiettement des suffrages. En 2007, il y avait déjà onze candidats au siège et

cela n'avait pas empêché F. Hillmeyer d'être rapidement réélu. Pour mémoire, le FN (Martine Binder) avait réalisé 8,72 % des voix, devant le Modem (Raphaëlle Vaginay) 6,56 % et les Verts (Pascale Schweitzer) 3,64 %. Les autres formations s'étaient éparpillées entre 0,05 % (19 voix) et 2,15 %, soit 824 voix. ■

LE CENTRE POUR LA FRANCE Régis Baschung

## « Il faut revoir l'éducation »



Régis Baschung et sa suppléante Marie-Louise Tempé. PHOTO DNA — K.D.

Régis Baschung se présente dans la 6<sup>e</sup> circonscription sous l'étiquette « Le Centre pour la France ». Sa suppléante est Marie-Louise Tempé, enseignante retraitée.

« IL Y A UN SEUL candidat centriste dans la 6<sup>e</sup> circonscription, c'est moi », indique clairement Régis Baschung, en faisant allusion à son adversaire du Nouveau Centre, Francis Hillmeyer, qu'il place à droite. Âgé de 48 ans, ce technicien qualifié dans une PME de la région mulhousienne se présente comme « centriste et indépendant, du bloc de gauche et de droite ». Il reprend les idées fortes de François Bayrou, en particulier son idée de lancer un Grenelle de l'éducation. « Si je suis élu député, je ne cumulerai aucun autre mandat pendant cinq ans », annonce le candidat, qui se présente pour la troisième fois, après une participation à des élections cantonales et régionales. Les électeurs pourront compter sur moi, je serai là. » Père de deux en-

fants, Régis Baschung s'investit « beaucoup à Mulhouse-Nord », notamment dans un centre social, dont il est membre du bureau. Marie-Louise Tempé, 75 ans, était enseignante avant sa retraite. Mère de quatre enfants, elle a présidé le club cyclotouriste Concorde de Bourtzwiller pendant plusieurs années et encadre toujours des jeunes en difficulté.

**« Être présent sur beaucoup de sujets »**

Le fait que la 6<sup>e</sup> circonscription soit très diversifiée n'est pas un obstacle selon Régis Baschung. « Cela permet d'être présent sur beaucoup de sujets. C'est un challenge pour un député. » Délégué Sud-Alsace de la fédération Écologie et démocratie (créée par Jean-Luc Bennahmias), le candidat est sensible aux problèmes d'environnement. La question de Stocamine, dans le Bassin potassique, lui tient à cœur. « Ce sont des déchets ultimes qui mettent en péril la nappe phréatique alsacienne. » Il suit de près aussi « la préservation des terres agricoles dans le can-

ton de Sierentz et à Lutterbach (implantation de la future prison) et les problèmes des travailleurs frontaliers. Au niveau de l'emploi, le candidat centriste est partisan du « produire en France » et il soutient les salariés en difficulté : Schindler, Tresch...

**« Il y a trop d'enfants qui ne savent ni lire ni écrire »**

Concernant, l'école, toujours, Régis Baschung « déplore la politique du gouvernement qui a supprimé les Rased. Il faut revoir l'éducation en général. Il y a trop d'enfants qui ne savent ni lire ni écrire à la sortie de l'école primaire ». Il estime que le nouveau ministre de l'Éducation, Vincent Peillon, va un peu vite en annonçant déjà un nouveau rythme scolaire et en particulier le retour à cinq jours d'école. « On ne peut pas avoir le même rythme pour tout le monde, en maternelle et au lycée. Je suis convaincu qu'il faut une coupure en milieu de semaine en primaire. » ■

K.D.

SANDRINE PICO Alliance Royale

## « Un atout pour la France »



Sandrine Pico, candidate royaliste aux législatives dans la 6<sup>e</sup> circonscription. PHOTO DNA — G.G.

La Colmarienne Sandrine Pico et son suppléant Jean-Denis Guallar défendent les idées royalistes dans la 6<sup>e</sup> circonscription. « La monarchie est une idée neuve, ni de droite ni de gauche, capable de redonner de la force à l'État français », disent-ils.

**CRÉÉE EN 1981**, l'Alliance Royale est un parti politique « qui veut réinventer l'idée de la monarchie et en faire un atout pour la France », explique la candidate, 50 ans, « mère de famille travaillant dans le tourisme » et représentante de l'Alliance en Alsace. Le parti monarchiste, qui présente deux autres candidats en Alsace, dans la 5<sup>e</sup> (Mulhouse-Habsheim) et la 1<sup>ère</sup> (Colmar) du Haut-Rhin. Il souhaite à travers sa campagne faire progresser une certaine idée de la France.

« On veut changer les institutions. Les institutions républicaines ont des faiblesses, on veut donner une force à l'État français par la royauté. Nous combattons cette imposture de la droite et de la gauche, un

roi est roi de tous ses sujets. Avant la Révolution, on était royaliste, il n'est pas normal qu'un peuple soit divisé ».

**« Le roi est un rempart contre les lobbies »**

Selon Sandrine Pico, déjà candidates aux Européennes de 2004 et 2009 et aux cantonales à Lutterbach, la monarchie est seule capable de donner une force à l'État en renforçant les pouvoirs régaliens du roi.

« Il n'est pas élu, donc il est indépendant et pas prisonnier des lobbies alors que la république est fragile vis-à-vis des groupes de pression du fait du financement des partis. Le pouvoir héréditaire renforce également l'indépendance du roi et permet à l'État de retrouver sa fonction de contrôle et de régulation car en n'étant pas élu tous les cinq ans il peut agir dans la durée et à l'abri des lobbies. »

Tout en souhaitant conserver le bicamérisme, elle préconise une transformation de l'assemblée nationale en chambre de représentation des corps intermédiaires : PME, artisans, salariés, familles, élus, et un

sénat « gardant son rôle avec des élections proportionnelles pour représenter les partis. » La candidate place par ailleurs la morale au centre de son programme. « Les banques sont régies par la cupidité. Nous proposons de dissocier les banques de dépôt des banques d'affaires. »

Sur le plan économique, la priorité va aux PME, « qui ont le vrai courage » dans un tissu économique haut-rhinois « encore assez florissant mais sur lequel des menaces pèsent. On est en train de rentrer dans une féodalité ultralibérale et financière, tandis que les rois se sont toujours battus contre les féodaux », estime-t-elle.

Selon l'Alliance Royale, le roi doit être catholique. « Mais ce n'est pas une théocratie, il y a une liberté religieuse et il régit sur ses sujets qu'ils soient athées, musulmans ou juifs ». Plaidant « pour un royalisme démocrate social », Sandrine Pico ne se réfère à aucune des monarchies parlementaires européennes actuelles. « On s'inspirerait volontiers de la démocratie suisse », conclut-elle. ■